

g. de belangen of de bescherming van elke persoon die de gevraagde informatie vrijwillig heeft verstrekt, zonder dat het decreet hem daartoe verplicht of zou kunnen verplichten, tenzij hij met de vrijgave van de informatie ingestemd heeft;

h. de bescherming van het milieu waarop de informatie betrekking heeft.

Elke overheid, hetzij een overheidsinstantie in de zin van deze titel of een instelling die ressorteert onder een ander machtsniveau dan het Waalse Gewest, kan deze beperkingsgronden laten gelden.

§ 2. De beperkingsgronden bedoeld in paragraaf 1 worden restrictief geïnterpreteerd, rekening houdende met het belang van de bekendmaking voor het publiek. In elk afzonderlijk geval weegt de overheidsinstantie het algemeen belang dat met openbaarmaking gediend is af tegen het belang dat met weigering tot openbaarmaking gediend is.

De overheid mag een aanvraag krachtens § 1, a., d., f., g. et h. niet weigeren indien ze betrekking heeft op informatie over milieuemissies.

Art. D.20-1. § 1. Elke gehele of gedeeltelijke weigering tot mededeling van gegevens op grond van de artikelen D.18, § 1, en D.19, § 1, is het voorwerp van een met redenen omklede beslissing, waarvan schriftelijk kennis gegeven wordt aan de aanvrager binnen de termijn vastgelegd in artikel D.15, § 1, a., of, in voorkomend geval, binnen de termijn vastgelegd in artikel D. 15, § 1, b.

§ 2. De kennisgeving van de weigering maakt duidelijk melding van de beroepsmogelijkheden waarover de aanvrager beschikt en van de desbetreffende modaliteiten, overeenkomstig afdeling III van dit hoofdstuk.

Art. D.20-6. Elke aanvrager die acht dat zijn verzoek om informatie genegeerd werd, ten onrechte (geheel of gedeeltelijk) geweigerd werd, of onvoldoende in aanmerking genomen werd of niet overeenkomstig dit hoofdstuk behandeld werd, kan bij de commissie van beroep voor het recht van toegang tot milieu-informatie beroep instellen tegen de handelingen of nalatigheden van betrokken overheidsinstantie.

Het beroep wordt d.m.v. een aangetekend verzoek aan het secretariaat van de commissie van beroep gericht of met elk ander door de Regering bepaald middel met vaste dagtekening. Het beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel D.15 bedoelde termijn.

Art. D.20-7. Het verzoek vermeldt :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- 2° de identiteit en de zetel van de overheid waaraan de informatieaanvraag is gericht;
- 3° het voorwerp van die informatieaanvraag of van het verzoek tot schrapping van de vergissingen of tot rechtzetting van de informatie;
- 4° de middelen van het beroep.

De aanvrager laat zijn verzoek bovendien vergezeld gaan van alle stukken die hij nuttig acht en van een uitvoerige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

ADRES VAN HET SECRETARIAAT VAN DE COMMISSIE VAN BEROEP

« Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu)

Avenue Prince de Liège 15

5100 Namur (Namen)

Art. 3. De artikelen R.19 tot R.33 worden opgeheven.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3443

[2006/202815]

13 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité et du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 30, modifié par le décret programme du 3 février 2005;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 30, modifié par le décret programme du 3 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz modifié par le décret du 19 décembre 2002;

Vu l'avis de la CWaPE CD-6a24-CWaPE-109 du 26 janvier 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 40.523/4, donné le 7 juin 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives à la licence de fourniture d'électricité

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif à la licence de fourniture d'électricité est modifié comme suit :

1^o le point 2^o est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o "licence" : terme générique désignant une licence générale ou une licence limitée et dont doit être titulaire tout fournisseur d'électricité aux clients éligibles, visée à l'article 30 du décret susmentionné; »;

2^o le premier alinéa est complété comme suit :

« 3^o "licence générale" : la licence dont doit être titulaire tout fournisseur d'électricité aux clients éligibles et qui n'est pas limitée;

4^o "licence limitée" : terme générique désignant une licence limitée à une puissance plafonnée ou une licence limitée à des clients déterminés;

5^o "licence limitée à une puissance plafonnée" : la licence dont doit être titulaire tout fournisseur d'électricité dont la somme des puissances souscrites auprès de lui par ses clients est inférieure à 10 MW calculée sur une base annuelle;

6^o "licence limitée à des clients déterminés" : la licence dont doit être titulaire tout fournisseur d'électricité à des clients finals déterminés, éventuellement dispersés sur le territoire de la Région wallonne, mais nommément identifiés. Le nombre maximum de clients finals est limité à dix dans ce cas. »

Art. 2. A l'article 5, 1^o, du même arrêté, les mots "du demandeur" sont ajoutés à la fin de la phrase.

Art. 3. L'article 7 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est complété comme suit : "ou, à défaut, du transport d'électricité ou de la fourniture de gaz";

2^o l'alinéa 2 du § 1^{er} est remplacé comme suit :

« Ces documents indiquent notamment la quantité d'électricité déjà fournie annuellement ou, à défaut, la quantité de gaz ainsi que les accords conclus avec des producteurs ou intermédiaires. »;

3^o le § 3 est remplacé comme suit :

« Le demandeur joint à sa demande une liste des principales activités qu'il a exercées pendant les trois années précédant la demande. »;

4^o il est ajouté un § 4 libellé comme suit :

« § 4. Le demandeur d'une licence limitée n'est tenu de fournir comme preuve de son expérience professionnelle que la liste des activités visée au § 3.

Toutefois, si elle le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, la CWaPE peut enjoindre à celui-ci de fournir la preuve de l'expérience professionnelle visée aux §§ 1^{er} et 2. »

Art. 4. L'article 8 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Tout fournisseur d'électricité doit disposer, tant lors de l'introduction de la demande qu'après la délivrance de la licence, de capacités techniques et financières, ainsi que d'une qualité d'organisation suffisante à l'exercice des activités visées par la demande de licence. »

Art. 5. Il est ajouté un point 4^o à l'article 9 du même arrêté rédigé comme suit :

« 4^o les moyens mis en œuvre en vue de se conformer aux dispositions applicables des règlements techniques, et notamment celles relatives aux procédures d'échange d'information entre acteurs du marché. »

Art. 6. A l'article 10 du même arrêté, les mots "dernières années comptables" sont remplacés par les mots "derniers exercices comptables".

Art. 7. A l'article 11, alinéa 2, du même arrêté les mots ", pour leurs activités relatives à la fourniture d'électricité," sont ajoutés entre les mots "de la licence de fourniture" et "de satisfaire au système de gestion".

Art. 8. Au chapitre II, section 3, du même arrêté, il est inséré un article 11bis rédigé comme suit :

« Art. 11bis. Le demandeur d'une licence limitée n'est pas tenu de fournir les éléments de preuve visés à l'article 9, 2^o, et à l'article 11.

Toutefois, si elle le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, la CWaPE peut enjoindre au demandeur de fournir d'autres éléments de preuve équivalant à ceux prévus à ces articles. »

Art. 9. Il est ajouté une section 4 au chapitre II du même arrêté rédigée comme suit :

« Section 4. — Des critères relatifs à l'autonomie de gestion

Art. 11ter. Au moins la moitié des membres des organes de gestion, et le cas échéant, de la direction du fournisseur sont indépendants des gestionnaires de réseaux.

Au sens de l'alinéa précédent, on entend par personne indépendante, toute personne qui :

a) n'exerce aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un gestionnaire de réseau et n'a pas exercé de telle fonction ou activité au cours des douze derniers mois précédant sa nomination au service du fournisseur;

b) ne bénéficie d'aucun avantage matériel octroyé par un gestionnaire de réseau, ni par une entreprise liée ou associée, qui, de l'avis de la CWaPE, est susceptible d'influencer son jugement »

Art. 10. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Lors de la réception de la demande, la CWaPE vérifie si tous les documents requis pour l'examen de la demande sont en sa possession.

Si tel est le cas, elle délivre, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception au demandeur actant que la demande est complète et en transmet simultanément une copie au Ministre.

Si elle constate que la demande est incomplète, elle en avise le demandeur, par lettre simple, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande.

Elle précise les documents manquants et fixe un délai raisonnable dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande à peine de déchéance de celle-ci.

Lorsque la CWaPE considère la demande comme complète, elle délivre un accusé de réception de la demande au demandeur actant que la demande est complète et en transmet simultanément une copie au Ministre. »

Art. 11. A l'article 15, alinéa 2 et alinéa 3, du même arrêté les mots "par lettre recommandée" sont remplacés par "par lettre simple".

Art. 12. L'article 16 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Dans un délai de deux mois, à dater de l'accusé de réception de la demande actant que la demande est complète, la CWaPE transmet au Ministre, le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé;

2° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le Ministre décide de l'octroi ou du refus d'octroi de la licence dans un délai de trois mois à dater de l'accusé de réception actant que la demande est complète visé à l'article 14. »;

3° l'alinéa 4 est remplacé comme suit :

« A défaut de décision du Ministre prise dans les trois mois à dater de l'accusé de réception actant que la demande est complète, le demandeur peut adresser une lettre de rappel par recommandé au Ministre qui fait courir un délai supplémentaire de trois semaines endéans lequel le Ministre est tenu de statuer. A défaut de notification du Ministre dans ce délai, la demande est réputée acceptée. »

Art. 13. L'article 17 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Tout titulaire d'une licence doit transmettre, annuellement, par courrier simple, et avant le 31 mai à la CWaPE un rapport détaillé établissant la manière dont il a satisfait aux critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret. La CWaPE peut établir et imposer un modèle de ce rapport. »

Art. 14. L'article 18 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots "d'une licence" sont insérés entre "titulaire" et "est";

2° les mots "par lettre recommandé" sont remplacés par "par lettre simple".

Art. 15. L'article 19 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots "d'une licence" sont insérés entre "titulaire" et "doit";

2° les mots "par lettre recommandé" sont remplacés par "par lettre simple".

Art. 16. Au chapitre IV du même arrêté, il est inséré un article 19bis rédigé comme suit :

« Art. 19bis. Les titulaires d'une licence limitée à des clients déterminés sont tenus de fournir à la CWaPE, avant le 31 janvier de chaque année, l'identité des clients, pour lesquels la licence est accordée, et leurs liens avec ceux-ci, au sens de l'article 11 du Code des sociétés. »

Art. 17. Au chapitre IV du même arrêté, il est inséré un article 19ter rédigé comme suit :

« Art. 19ter. Les titulaires d'une licence limitée à une puissance plafonnée sont tenus d'informer la CWaPE, par écrit, dès que 90 % du seuil limite de puissance, pour lequel la licence a été accordée, sont atteints. »

Art. 18. L'article 21, § 2, alinéa 3, du même arrêté est complété comme suit :

« ainsi que sur le site internet de la CWaPE. »

Art. 19. A l'article 23, § 1^{er}, la première phrase est remplacée par le libellé qui suit :

« Dans les hypothèses visées aux articles 18 ou 19, le titulaire de la licence doit demander à la CWaPE le maintien ou le renouvellement de la licence. A défaut, la procédure de retrait visée à l'article 22 est applicable. »

Art. 20. Au chapitre V du même arrêté, il est inséré un article 25bis rédigé comme suit :

« Art. 25bis. La licence, délivrée conformément au présent arrêté, est valable pour une durée de dix années, au terme de laquelle un renouvellement est nécessaire, conformément à la procédure visée au chapitre III du présent arrêté. »

Art. 21. Au chapitre V du même arrêté, il est inséré un article 25ter rédigé comme suit :

« Art. 25ter. Tout fournisseur qui est déclaré ou qui se déclare en cessation d'activités perd immédiatement et irrévocablement sa licence.

La CWaPE en informe le Ministre et l'annonce sur son site internet dès que ce fait lui a été notifié par le fournisseur, un gestionnaire de réseau ou un client final. »

Art. 22. Il est ajouté un nouveau chapitre VIbis au même arrêté, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIbis. — Relations avec les gestionnaires de réseaux

Art. 29bis. Les gestionnaires de réseaux de transport local et de distribution ne peuvent traiter les clients finals ayant recours à un fournisseur titulaire d'une licence limitée de manière discriminatoire par rapport aux autres clients. »

Art. 23. L'article 30 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Pour les fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture à la date de publication du présent arrêté, le délai de dix ans visé à l'article 25bis prend cours à cette même date. »

Art. 24. Il est inséré un article 31bis rédigé comme suit :

« Art. 31bis. Les articles 26 à 29 sont abrogés au 1^{er} janvier 2007. »

CHAPITRE II. — Dispositions relatives à la licence de fourniture de gaz

Art. 25. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif à la licence de fourniture de gaz, est modifié comme suit :

1° le point 2° est remplacé par le libellé suivant : "2° licence" : terme générique désignant une licence générale ou une licence limitée et dont doit être titulaire tout fournisseur de gaz aux clients éligibles, visée à l'article 30 du décret susmentionné";

2° le premier alinéa est complété comme suit :

« 3°. "licence générale" : la licence dont doit être titulaire tout fournisseur de gaz aux clients éligibles et qui n'est pas limitée;

4° "licence limitée" : terme générique désignant une licence limitée à une quantité d'énergie plafonnée ou une licence limitée à des clients déterminés;

5° "licence limitée à une quantité d'énergie plafonnée" : la licence dont doit être titulaire tout fournisseur de gaz dont la somme des quantités annuelles d'énergie fournies à ses clients est inférieure à 25 GWh, calculée sur une base annuelle;

6° "licence limitée à des clients déterminés" : la licence dont doit être titulaire tout fournisseur de gaz à des clients finals déterminés, éventuellement dispersés sur le territoire de la Région wallonne, mais nommément identifiés. Le nombre maximum de clients finals est limité à dix dans ce cas. »

Art. 26. A l'article 5, 1°, du même arrêté, les mots "du demandeur" sont ajoutés à la fin de la phrase.

Art. 27. L'article 7 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est complété comme suit : "ou, à défaut, du transport de gaz ou de la fourniture d'électricité.";

2° l'alinéa 2, du § 1^{er} est remplacé comme suit : "Ces documents indiquent notamment la quantité de gaz déjà fournie annuellement ou, à défaut, la quantité d'électricité ainsi que les accords conclus avec des producteurs ou intermédiaires.";

3° le § 3 est remplacé comme suit :

« Le demandeur joint à sa demande une liste des principales activités qu'il a exercées pendant les trois années précédant la demande. »;

4° il est ajouté un § 4 libellé comme suit :

« § 4. Le demandeur d'une licence limitée n'est tenu de fournir comme preuve de son expérience professionnelle que la liste des activités visée au § 3.

Toutefois, si elle le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, la CWaPE peut enjoindre au demandeur de fournir la preuve de l'expérience professionnelle visée aux §§ 1^{er} et 2. »

Art. 28. L'article 8 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Tout fournisseur de gaz doit disposer, tant lors de l'introduction de la demande qu'après la délivrance de la licence, de capacités techniques et financières, ainsi que d'une qualité d'organisation suffisante à l'exercice des activités visées par la demande de licence »

Art. 29. Il est ajouté un point 4° à l'article 9 du même arrêté rédigé comme suit :

« 4° les moyens mis en œuvre en vue de se conformer aux dispositions applicables du Règlement technique, notamment celles relatives à l'échange d'information entre acteurs du marché. »

Art. 30. A l'article 10 du même arrêté, les mots "dernières années comptables" sont remplacés par les mots "derniers exercices comptables".

Art. 31. A l'article 11, alinéa 2, du même arrêté les mots ", pour leurs activités relatives à la fourniture d'électricité," sont ajoutés entre les mots "de la licence de fourniture" et "de satisfaire au système de gestion".

Art. 32. Au chapitre II, section 3, du même arrêté, il est inséré un article 11*bis* rédigé comme suit :

« Art. 11*bis*. Le demandeur d'une licence limitée n'est pas tenu de fournir les éléments de preuve visés à l'article 9, 1° et à l'article 11.

Toutefois, si elle le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, la CWaPE peut enjoindre au demandeur de fournir d'autres éléments de preuve équivalant à ceux prévus à ces articles. »

Art. 33. Au titre de la section 4 du chapitre II, les termes "juridique et" sont supprimés.

Art. 34. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Lors de la réception de la demande, la CWaPE vérifie si tous les documents requis pour l'examen de la demande sont en sa possession.

Si tel est le cas, elle délivre, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception au demandeur actant que la demande est complète et en transmet simultanément une copie au Ministre.

Si elle constate que la demande est incomplète, elle en avise le demandeur, par lettre simple, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande.

Elle précise les documents manquants et fixe un délai raisonnable dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande à peine de déchéance de celle-ci.

Lorsque la CWaPE considère la demande comme complète, elle délivre un accusé de réception de la demande actant que la demande est complète au demandeur et en transmet simultanément une copie au Ministre. »

Art. 35. A l'article 15, alinéa 2 et alinéa 3, du même arrêté les mots "par lettre recommandée" sont remplacés par "par lettre simple".

Art. 36. L'article 16 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Dans un délai de deux mois, à dater de l'accusé de réception de la demande actant que la demande est complète, la CWaPE transmet au Ministre, le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le Ministre décide de l'octroi ou du refus d'octroi de la licence dans un délai de trois mois à dater de l'accusé de réception actant que la demande est complète visé à l'article 14. »;

3° l'alinéa 4 est remplacé comme suit :

« A défaut de décision du Ministre prise dans les trois mois à dater de l'accusé de réception actant que la demande est complète, le demandeur peut adresser une lettre de rappel par recommandé au Ministre qui fait courir un délai supplémentaire de trois semaines endéans lequel le Ministre est tenu de statuer. A défaut de notification du Ministre dans ce délai, la demande est réputée acceptée. »

Art. 37. L'article 17 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Tout titulaire d'une licence doit transmettre annuellement, par courrier simple, et avant le 31 mai à la CWaPE un rapport détaillé établissant la manière dont il a satisfait aux critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret. La CWaPE peut établir et imposer un modèle de ce rapport. »

Art. 38. L'article 18 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots "d'une licence" sont insérés entre "titulaire" et "est";

2° les mots "par recommandé" sont remplacés par "par lettre simple".

Art. 39. L'article 19 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots "d'une licence" sont insérés entre "titulaire" et "doit";

2° les mots "par recommandé" sont remplacés par "par lettre simple".

Art. 40. Au chapitre IV du même arrêté, il est inséré un article 19*bis* rédigé comme suit :

« Art. 19*bis*. Les titulaires d'une licence limitée à des clients déterminés sont tenus de fournir à la CWaPE, avant le 31 janvier de chaque année, l'identité des clients, pour lesquels la licence est accordée, et leurs liens avec ceux-ci, au sens de l'article 11 du Code des sociétés. »

Art. 41. Au chapitre IV du même arrêté, il est inséré un article 19^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 19^{ter}. Les titulaires d'une licence limitée à une quantité d'énergie plafonnée sont tenus d'informer la CWaPE, par écrit, dès que 90 % du seuil limite d'énergie livrée, pour lequel la licence a été accordée, sont atteints. »

Art. 42. L'article 21, § 2, alinéa 3, du même arrêté est complété comme suit :

"ainsi que sur le site internet de la CWaPE."

Art. 43. A l'article 23, § 1^{er}, la première phrase est remplacée comme suit :

« Dans les hypothèses visées aux articles 18 ou 19, le titulaire de la licence doit demander à la CWaPE le maintien ou le renouvellement de la licence. A défaut, la procédure de retrait visée à l'article 22 est applicable. »

Art. 44. Au chapitre V du même arrêté, il est ajouté un article 25^{bis}, libellé comme suit :

« Art. 25^{bis}. La licence, délivrée conformément au présent arrêté, est valable pour une durée de dix années, au terme de laquelle un renouvellement est nécessaire, conformément à la procédure visée au chapitre III du présent arrêté. »

Art. 45. Au chapitre V du même arrêté, il est ajouté un article 25^{ter}, libellé comme suit :

« Art 25^{ter}. Tout fournisseur qui est déclaré ou qui se déclare en cessation d'activités perd immédiatement et irrévocablement sa licence.

La CWaPE en informe le Ministre et l'annonce sur son site internet dès que ce fait lui a été notifié par le fournisseur un gestionnaire de réseau ou un client final. »

Art. 46. Il est ajouté un nouveau chapitre VI^{bis} au même arrêté, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VI^{bis}. — Relations avec les gestionnaires de réseaux

Art. 28^{bis}. Les gestionnaires de réseaux ne peuvent traiter les clients finals ayant recours à un fournisseur titulaire d'une licence limitée de manière discriminatoire par rapport aux autres clients. »

Art. 47. L'article 29 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 29. Pour les fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture à la date de publication du présent arrêté, le délai de dix ans visé à l'article 25^{bis} prend cours à cette même date. »

Art. 48. Il est ajouté un article 30^{bis} rédigé comme suit :

« Art. 30^{bis}. Les articles 26 à 28 sont abrogés au 1^{er} janvier 2007. »

CHAPITRE III. — Disposition finale

Art. 49. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3443

[2006/202815]

13. JULI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Stromversorgungslicenz und vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Gasversorgungslicenz

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Artikels 30, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere des Artikels 30, abgeändert durch das Programmdekret vom 30. Februar 2005;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Stromversorgungslicenz;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Gasversorgungslicenz, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Gutachtens der CWaPE Nr. CD-6a24-CWaPE-109 vom 26. Januar 2006;

Aufgrund des am 7. Juni 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 40.523/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Bestimmungen bezüglich der Stromversorgungslicenz

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Stromversorgungslicenz wird wie folgt abgeändert:

1^o Die Nr. 2^o wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt: "2^o "Licenz": Gattungsbegriff zur Bezeichnung einer allgemeinen Lizenz oder einer begrenzten Lizenz im Sinne von Art. 30 des oben erwähnten Dekrets, über die jeder Stromversorger an zugelassene Kunden zu verfügen hat;";

2^o der erste Absatz wird wie folgt ergänzt:

«3^o "allgemeine Lizenz": die Lizenz, über die jeder Stromversorger an zugelassene Kunden zu verfügen hat, und die nicht begrenzt ist;

4^o. "begrenzte Lizenz": Gattungsbegriff zur Bezeichnung einer Lizenz, die auf eine Höchstleistung oder auf bestimmte Kunden begrenzt ist;

5°. "auf eine Höchstleistung begrenzte Lizenz": die Lizenz, über die jeder Stromversorger zu verfügen hat, dessen Kunden bei ihm eine Gesamtleistung unter 10 MW auf Jahresbasis bestellen;

6°. "auf bestimmte Kunden begrenzte Lizenz": die Lizenz, über die jeder Stromversorger an bestimmte Endverbraucher zu verfügen hat, die ggf. auf dem Gebiet der Wallonischen Region verstreut sein können, jedoch namentlich identifiziert sein müssen. In diesem Fall ist die maximale Anzahl der Endverbraucher auf 10 begrenzt.»

Art. 2 - In Art. 5 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut "die Ehrbarkeit verletzenden Verstoßes" durch den Wortlaut "die Ehrbarkeit des Antragstellers verletzenden Verstoßes" ersetzt.

Art. 3 - Art. 7 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° § 1 Absatz 1 wird wie folgt abgeändert: der Wortlaut "im Bereich der Stromversorgung tätig gewesen ist." wird durch "im Bereich der Stromversorgung oder ggf. des Stromtransports oder der Gasversorgung tätig gewesen ist" ersetzt.

2° § 1 Absatz 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Diese Unterlagen geben insbesondere die bereits jährlich gelieferte Strommenge an, oder ggf. die Gasmenge sowie die mit Erzeugern oder Zwischenhändlern abgeschlossenen Abkommen.»;

3° § 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Antragsteller fügt seinem Antrag eine Liste der Hauptaktivitäten bei, die er in den drei Jahren vor der Antragstellung ausgeübt hat.»;

4° ein § 4 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 4 - Der Antragsteller für eine begrenzte Lizenz hat als Beweis seiner beruflichen Erfahrung nur die in § 3 erwähnte Liste der Aktivitäten zu liefern.

Wenn die CWaPE es aufgrund der Lage des Antragstellers jedoch als erforderlich erachtet, kann sie von letzterem jedoch verlangen, dass er seine berufliche Erfahrung nach §§ 1 und 2 nachweist.»

Art. 4 - Art. 8 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Jeder Stromversorger muss sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz über die nötigen technischen und finanziellen Fähigkeiten verfügen sowie eine zur Ausübung der im Lizenzantrag angeführten Aktivitäten zureichende organisatorische Qualität gewährleisten».

Art. 5 - In Art. 9 desselben Erlasses wird eine Nr. 4° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«4° die eingesetzten Mittel zur Einhaltung der anwendbaren Bestimmungen der technischen Regelungen, insbesondere derjenigen in Bezug auf die Verfahren zum Informationsaustausch zwischen Marktteilnehmern.»

Art. 6 - In Art. 10 desselben Erlasses wird das Wort "Buchjahre" durch "Rechnungsjahre" ersetzt.

Art. 7 - In Art. 11 Absatz 2 desselben Erlasses wird nach dem Wort "auferlegen," den Wortlaut "für ihre Aktivitäten in Zusammenhang mit der Stromversorgung" eingefügt.

Art. 8 - In Kapitel II, Abschnitt 3 desselben Erlasses wird ein Artikel 11bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 11bis - Der Antragsteller für eine begrenzte Lizenz ist nicht verpflichtet, die in Art. 9, 2° und Art. 11 angeführten Beweise zu erbringen.

Wenn die CWaPE es aufgrund der Lage des Antragstellers jedoch als erforderlich erachtet, kann sie von letzterem jedoch verlangen, dass er andere Beweiselemente liefert, die mit dem in diesen Artikeln vorgesehenen Beweismaterial gleichwertig sind.»

Art. 9 - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein Abschnitt 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt 4 - Kriterien in Bezug auf die Verwaltungsautonomie

Art. 11ter - Mindestens die Hälfte der Mitglieder der Verwaltungsorgane und ggf. der Geschäftsführung des Stromversorgers sind von den Netzbetreibern unabhängig.

Im Sinne des vorigen Absatzes gilt als unabhängige Person jede Person, die

a) keine Funktion oder Tätigkeit, ob entlohnt oder nicht, im Dienste eines Netzbetreibers ausübt, und keine solche Funktion oder Tätigkeit im Laufe der letzten 12 Monate vor seiner Benennung im Dienste des Stromversorgers ausgeübt hat;

b) keinen materiellen Vorteil erhält, der vor einem Netzbetreiber oder einem mit ihm verbundenen oder beteiligten Unternehmen gewährt wird oder nach Ansicht der CWaPE sein Urteil beeinflussen könnte».

Art. 10 - Art. 14 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Beim Eingang des Antrags prüft die CWaPE, ob alle für die Untersuchung des Antrags erforderlichen Dokumente in ihrem Besitz sind.

Ist dies der Fall, so stellt sie innerhalb fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist. Eine Abschrift dieser Empfangsbestätigung wird gleichzeitig dem Minister übermittelt.

Wenn sie feststellt, dass der Antrag nicht vollständig ist, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags per einfaches Schreiben davon in Kenntnis.

Sie gibt an, welche Unterlagen fehlen, und legt eine vernünftige Frist fest, innerhalb deren der Antragsteller ersucht wird, seinen Antrag zu vervollständigen; mangels dessen verfällt sein Antrag.

Wenn die CWaPE den Antrag als vollständig betrachtet, stellt sie dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist. Eine Abschrift dieser Empfangsbestätigung wird gleichzeitig dem Minister übermittelt.»

Art. 11 - In Art. 15, Absätze 2 und 3, desselben Erlasses wird das Wort "Einschreiben" durch "einfaches Schreiben" ersetzt.

Art. 12 - Art. 16 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° Der Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Empfangsbestätigung des Antrags, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, übermittelt die CWaPE dem Minister den Text des Antrags, dessen Anlagen, sowie ihr begründetes Gutachten»;

2° Der Absatz 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Minister beschließt innerhalb 3 Monaten ab der Empfangsbestätigung nach Art. 14, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, ob die Lizenz gewährt oder nicht gewährt wird.»;

3° Der Absatz 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Mangels eines Beschlusses seitens des Ministers innerhalb 3 Monaten ab der Empfangsbestätigung nach Art. 14 in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, kann der Antragsteller ein Erinnerungsschreiben an den Minister per Einschreiben richten, durch welches die Frist, innerhalb deren der Minister einen Beschluss fassen muss, um 3 Wochen verlängert wird. Mangels einer Mitteilung des Ministers innerhalb dieser Frist gilt der Antrag als genehmigt.»

Art. 13 - Art. 17 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Jeder Inhaber einer Lizenz muss alljährlich vor dem 31. Mai der CWaPE einen detaillierten Bericht über die Weise, wie er den im oder kraft des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen genügt hat, durch einfaches Schreiben übermitteln. Die CWaPE kann ein Muster für diesen Bericht erstellen und auferlegen.»

Art. 14 - Art. 18 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° das Wort "Inhaber" wird durch "Inhaber einer Lizenz" ersetzt;

2° das Wort "Einschreiben" wird durch "einfaches Schreiben" ersetzt.

Art. 15 - Art. 19 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° das Wort "Inhaber" wird durch "Inhaber einer Lizenz" ersetzt;

2° das Wort "Einschreiben" wird durch "einfaches Schreiben" ersetzt.

Art. 16 - In Kapitel IV desselben Erlasses wird ein Artikel 19*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 19*bis* - Die Inhaber einer auf bestimmte Kunden beschränkten Lizenz sind verpflichtet, der CWaPE vor dem 31. Januar eines jeden Jahres die Identität der Kunden, für die die Lizenz gewährt wurde, sowie ihre Bande mit diesen Kunden im Sinne von Art. 11 des Gesetzbuches über die Gesellschaften mitzuteilen.»

Art. 17 - In Kapitel IV desselben Erlasses wird ein Artikel 19*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 19*ter* - Die Inhaber einer auf eine Höchstleistung beschränkten Lizenz, sind verpflichtet die CWaPE schriftlich zu informieren, sobald 90% der Höchstleistung, für welche die Lizenz gewährt wurde, erreicht sind.»

Art. 18 - In Artikel 21, § 2, Absatz 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht" durch den Wortlaut "im *Belgischen Staatsblatt* so wie auf der Webseite der CWaPE veröffentlicht." »

Art. 19 - In Artikel 23, § 1 wird der erste Satz durch den nächsten Satz ersetzt:

«In den in Artikel 18 oder 19 aufgeführten Hypothesen muss der Inhaber der Lizenz bei der CWaPE die Erhaltung oder die Erneuerung der Lizenz beantragen. Mangels dessen findet das in Artikel 22 erwähnte Entzugsverfahren Anwendung.»

Art. 20 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 25*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 25*bis* - Die in Übereinstimmung mit vorliegendem Erlass ausgestellte Lizenz hat eine Gültigkeitsdauer von zehn Jahren; am Ablauf dieses Zeitraums muss sie erneuert werden, in Übereinstimmung mit dem Verfahren nach Kapitel III des vorliegenden Erlasses.»

Art. 21 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 25*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 25*ter* - Ein Stromversorger, der seinen Betrieb aufgibt, oder dessen Betriebseinstellung erklärt wird, verliert sofort und unwiderruflich seine Lizenz.

Die CWaPE informiert den Minister darüber und veröffentlicht die Nachricht auf ihrer Webseite, sobald sie vom Stromversorger, einem Netzbetreiber oder einem Endverbraucher bestätigt worden ist.»

Art. 22 - In denselben Erlass wird ein neues Kapitel VI mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL VI*bis* — Beziehungen mit den Netzbetreibern

Art. 29*bis* - Die Betreiber eines lokalen Übertragungsnetzes und die Betreiber eines Versorgungsnetzes dürfen die Endverbraucher, die einen Stromversorger heranziehen, der Inhaber einer beschränkten Lizenz ist, nicht auf diskriminierende Weise im Vergleich mit den anderen Kunden behandeln.»

Art. 23 - Artikel 30 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 30 - Was die Stromversorger angeht, die am Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses Inhaber einer Versorgungslizenz sind, läuft die in Art. 25*bis* erwähnte Dauer von zehn Jahren ab diesem Datum.»

Art. 24 - Ein Artikel 31*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Art. 31*bis* - Die Artikel 26 bis 29 werden am 1. Januar 2007 aufgehoben.»

KAPITEL II — Bestimmungen bezüglich der Gasversorgungslizenz

Art. 25 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Gasversorgungslizenz wird wie folgt abgeändert:

1° Die Nr. 2° wird durch den nachstehenden Wortlaut ersetzt:

«2° "Lizenz": Gattungsbegriff zur Bezeichnung einer allgemeinen Lizenz oder einer begrenzten Lizenz im Sinne von Art. 30 des oben erwähnten Dekrets, über die jeder Gasversorger an zugelassene Kunden zu verfügen hat»;

2° der erste Absatz wird wie folgt ergänzt:

«3°. "allgemeine Lizenz": die Lizenz, über die jeder Gasversorger an zugelassene Kunden zu verfügen hat, und die nicht begrenzt ist;

4° "begrenzte Lizenz": Gattungsbegriff zur Bezeichnung einer Lizenz, die auf eine Höchstenergiemenge oder auf bestimmte Kunden begrenzt ist;

5° "auf eine Höchstenergiemenge begrenzte Lizenz": die Lizenz, über die jeder Gasversorger zu verfügen hat, der seinen Kunden eine jährliche Gesamtenergiemenge unter 25 GWh auf Jahresbasis liefert;

6° "auf bestimmte Kunden begrenzte Lizenz": die Lizenz, über die jeder Gasversorger an bestimmte Endverbraucher zu verfügen hat, die ggf. auf dem Gebiet der Wallonischen Region verstreut sein können, jedoch namentlich identifiziert sein müssen. In diesem Fall ist die maximale Anzahl der Endverbraucher auf 10 begrenzt.»

Art. 26 - In Art. 5 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut "die Ehrbarkeit verletzenden Verstoßes" durch den Wortlaut "die Ehrbarkeit des Antragstellers verletzenden Verstoßes" ersetzt.

Art. 27 - Art. 7 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° § 1 Absatz 1 wird wie folgt abgeändert: der Wortlaut "im Bereich der Gasversorgung tätig gewesen ist." wird durch "im Bereich der Gasversorgung oder ggf. des Gastransports oder der Stromversorgung tätig gewesen ist". ersetzt.

2° § 1 Absatz 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Diese Unterlagen geben insbesondere die bereits jährlich gelieferte Gasmenge an oder ggf. die Strommenge sowie die mit Erzeugern oder Zwischenhändlern abgeschlossenen Abkommen.»;

3° § 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Antragsteller fügt seinem Antrag eine Liste der Hauptaktivitäten bei, die er in den drei Jahren vor der Antragstellung ausgeübt hat.»;

4° ein § 4 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 4 - Der Antragsteller für eine begrenzte Lizenz hat als Beweis seiner beruflichen Erfahrung nur die in § 3 erwähnte Liste der Aktivitäten zu liefern.

Wenn die CWaPE es aufgrund der Lage des Antragstellers jedoch als erforderlich erachtet, kann sie von letzterem jedoch verlangen, dass er seine berufliche Erfahrung nach §§ 1et und 2 nachweist.»

Art. 28 - Art. 8 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Jeder Gasversorger muss sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz über die nötigen technischen und finanziellen Fähigkeiten verfügen sowie eine zur Ausübung der im Lizenzantrag angeführten Aktivitäten zureichende organisatorische Qualität gewährleisten.»

Art. 29 - In Art. 9 desselben Erlasses wird eine Nr. 4° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«4° die eingesetzten Mittel zur Einhaltung der anwendbaren Bestimmungen der technischen Regelung, insbesondere derjenigen in Bezug auf den Informationsaustausch zwischen Marktteilnehmern.»

Art. 30 - In Art. 10 desselben Erlasses wird das Wort "Buchjahre" durch "Rechnungsjahre" ersetzt.

Art. 31 - In Art. 11 Absatz 2 desselben Erlasses wird nach dem Wort "auferlegen," den Wortlaut "für ihre Aktivitäten in Zusammenhang mit der Gasversorgung" eingefügt.

Art. 32 - In Kapitel II, Abschnitt 3 desselben Erlasses wird ein Artikel 11*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art 11*bis* - Der Antragsteller für eine begrenzte Lizenz ist nicht verpflichtet, die in Art. 9 1° und Art. 11 angeführten Beweise zu erbringen.

Wenn die CWaPE es aufgrund der Lage des Antragstellers jedoch als erforderlich erachtet, kann sie von letzterem jedoch verlangen, dass er andere Beweiselemente liefert, die mit dem in diesen Artikeln vorgesehenen Beweismaterial gleichwertig sind.»

Art. 33 - In der Überschrift von Kapitel II, Abschnitt 4 wird der Wortlaut "Rechts- und Verwaltungsautonomie" durch "Verwaltungsautonomie" ersetzt.

Art. 34 - Art. 14 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Beim Eingang des Antrags prüft die CWaPE, ob alle für die Untersuchung des Antrags erforderlichen Dokumente in ihrem Besitz sind.

Ist dies der Fall, so stellt sie innerhalb fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist. Eine Abschrift dieser Empfangsbestätigung wird gleichzeitig dem Minister übermittelt.

Wenn sie feststellt, dass der Antrag nicht vollständig ist, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags per einfaches Schreiben davon in Kenntnis.

Sie gibt an, welche Unterlagen fehlen, und legt eine vernünftige Frist fest, innerhalb deren der Antragsteller ersucht wird, seinen Antrag zu vervollständigen; mangels dessen verfällt sein Antrag.

Wenn die CWaPE den Antrag als vollständig betrachtet, stellt sie dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist. Eine Abschrift dieser Empfangsbestätigung wird gleichzeitig dem Minister übermittelt.»

Art. 35 - In Art. 15 Absätze 2 und 3, desselben Erlasses wird das Wort "Einschreiben" durch "einfaches Schreiben" ersetzt.

Art. 36 - Art. 16 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° Der Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Empfangsbestätigung des Antrags, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, übermittelt die CWaPE dem Minister den Text des Antrags, dessen Anlagen, sowie ihr begründetes Gutachten.»;

2° Der Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Minister beschließt innerhalb 3 Monaten ab der Empfangsbestätigung nach Art. 14 in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, ob die Lizenz gewährt oder nicht gewährt wird.»;

3° Der Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Mangels eines Beschlusses seitens des Ministers innerhalb 3 Monaten ab der Empfangsbestätigung nach Art. 14 in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, kann der Antragsteller ein Erinnerungsschreiben an den Minister per Einschreiben richten, durch welches die Frist, innerhalb deren der Minister einen Beschluss fassen muss, um 3 Wochen verlängert wird. Mangels einer Mitteilung des Ministers innerhalb dieser Frist gilt der Antrag als genehmigt.»

Art. 37 - Art. 17 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Jeder Inhaber einer Lizenz muss alljährlich vor dem 31. Mai der CWaPE einen detaillierten Bericht über die Weise, wie er den im oder kraft des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen genügt hat, durch einfaches Schreiben übermitteln. Die CWaPE kann ein Muster für diesen Bericht erstellen und auferlegen.»

Art. 38 - Art. 18 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° das Wort "Inhaber" wird durch "Inhaber einer Lizenz" ersetzt.

2° das Wort "Einschreiben" wird durch "einfaches Schreiben" ersetzt.

Art. 39 - Art. 19 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° das Wort "Inhaber" wird durch "Inhaber einer Lizenz" ersetzt;

2° das Wort "Einschreiben" wird durch "einfaches Schreiben" ersetzt.

Art. 40 - In Kapitel IV desselben Erlasses wird ein Artikel 19*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 19*bis* - Die Inhaber einer auf bestimmte Kunden beschränkten Lizenz sind verpflichtet, der CWaPE vor dem 31. Januar eines jeden Jahres die Identität der Kunden, für die die Lizenz gewährt wurde, sowie ihre Bande mit diesen Kunden im Sinne von Art. 11 des Gesetzbuches über die Gesellschaften mitzuteilen.»

Art. 41 - In Kapitel IV desselben Erlasses wird ein Artikel 19*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 19*ter* - Die Inhaber einer auf eine Höchstenergiemenge beschränkten Lizenz sind verpflichtet die CWaPE schriftlich zu informieren, sobald 90% der Höchstenergiemenge, für welche die Lizenz gewährt wurde, erreicht sind.»

Art. 42 - In Artikel 21 § 2 Absatz 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht" durch den Wortlaut "im Belgischen Staatsblatt so wie auf der Webseite der CWaPE veröffentlicht."

Art. 43 - In Artikel 23 § 1 wird der erste Satz durch den nächsten Satz ersetzt:

«In den in Artikel 18 oder 19 aufgeführten Hypothesen muss der Inhaber der Lizenz bei der CWaPE die Erhaltung oder die Erneuerung der Lizenz beantragen. Mangels dessen findet das in Artikel 22 erwähnte Entzugsverfahren Anwendung.»

Art. 44 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 25*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 25*bis* - Die in Übereinstimmung mit vorliegendem Erlass ausgestellte Lizenz hat eine Gültigkeitsdauer von zehn Jahren; am Ablauf dieses Zeitraums muss sie erneuert werden, in Übereinstimmung mit dem Verfahren nach Kapitel III des vorliegenden Erlasses.»

Art. 45 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 25*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 25*ter* - Ein Gasversorger, der seinen Betrieb aufgibt, oder dessen Betriebseinstellung erklärt wird, verliert sofort und unwiderruflich seine Lizenz.

Die CWaPE informiert den Minister darüber und veröffentlicht die Nachricht auf ihrer Webseite, sobald sie vom Gasversorger, einem Netzbetreiber oder einem Endverbraucher bestätigt worden ist.»

Art. 46 - In denselben Erlass wird ein neues Kapitel VI mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL VI*bis* — *Beziehungen mit den Netzbetreibern*

Art. 28*bis* - Die Netzbetreiber dürfen die Endverbraucher, die einen Gasversorger heranziehen, der Inhaber einer beschränkten Lizenz ist, nicht auf diskriminierende Weise im Vergleich mit den anderen Kunden behandeln.»

Art. 47 - Art. 29 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 29 - Was die Stromversorger angeht, die am Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses Inhaber einer Versorgungslizenz sind, läuft die in Art. 25*bis* erwähnte Dauer von zehn Jahren ab diesem Datum.»

Art. 48 - Ein Artikel 30*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«Art. 30*bis* - Die Artikel 26 bis 28 werden am 1. Januar 2007 aufgehoben.»

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 49 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3443

[2006/202815]

13 JULI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit en van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002;

Gelet op het advies van de "CWAPE" CD-6a24-"CWAPE"-109 van 26 januari 2006;

Gelet op het advies 40.523/4 van de Raad van State, gegeven op 7 juni 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit*

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de vergunning voor de levering van elektriciteit wordt gewijzigd als volgt :

1^o punt 2^o wordt vervangen als volgt : " 2^o "vergunning" : soortnaam die verwijst naar een algemene of een beperkte vergunning bedoeld in artikel 30 van bovenvermeld decreet en vereist voor elke leverancier van elektriciteit aan in aanmerking komende afnemers;"

2° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« 3° "algemene vergunning" : onbeperkte vergunning vereist voor elke leverancier van elektriciteit aan in aanmerking komende afnemers;

4° "beperkte vergunning" : soortnaam die verwijst naar een vergunning beperkt tot een maximaal vermogen of naar een vergunning beperkt tot welbepaalde afnemers;

5° "vergunning beperkt tot een maximaal vermogen" : vergunning vereist voor elke elektriciteitsleverancier van wie de op jaarbasis berekende som van de door zijn afnemers bij hem ingetekende vermogens kleiner is dan 10 MW;

6° "vergunning beperkt tot welbepaalde afnemers" : vergunning vereist voor elke leverancier van elektriciteit aan welbepaalde eindafnemers, eventueel verspreid over het grondgebied van het Waalse Gewest, maar bij naam geïdentificeerd; Het maximumaantal eindafnemers wordt in dit geval tot tien beperkt. »

Art. 2. In artikel 5, 1°, van hetzelfde besluit wordt het einde van de zin gewijzigd als volgt "die de betrouwbaarheid van de aanvrager aantast"

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid van § 1 wordt aangevuld als volgt : "of, bij gebreke daarvan, als elektriciteitsvervoerder of gasleverancier";

2° het tweede lid van § 1 wordt vervangen als volgt :

« Die stukken vermelden o.a. de jaarlijks geleverde hoeveelheid elektriciteit of, bij gebreke daarvan, de hoeveelheid gas, alsook de overeenkomsten gesloten met producenten of tussenpersonen »;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« De aanvrager voegt bij zijn aanvraag een lijst met de voornaamste activiteiten die hij drie jaar vóór de indiening van de aanvraag heeft uitgeoefend »;

4° er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De aanvrager van een beperkte vergunning moet alleen de in § 3 bedoelde activiteitenlijst overleggen als bewijs van zijn beroepservaring.

De "CWAPE" kan eisen dat de aanvrager het bewijs levert van de beroepservaring bedoeld in de §§ 1 en 2 indien ze zulks nodig acht aan het licht van zijn toestand. »

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Elke elektriciteitsleverancier beschikt, zowel bij de indiening van de aanvraag als bij de afgifte van de vergunning, over technische en financiële middelen, alsook over voldoende kwaliteitsvolle organisatie voor het uitoefenen van de activiteiten waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft ».

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4° de middelen die ingezet worden om te voldoen aan de toepasselijke bepalingen van de technische reglementen, met name die betreffende de procedures inzake informatieuitwisseling tussen de marktactoren. ».

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde besluit (Franse versie) worden de woorden "dernières années comptables" vervangen door de woorden "derniers exercices comptables".

Art. 7. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "voor de activiteiten betreffende elektriciteitslevering" ingevoegd tussen de woorden "van een leveringsvergunning" en "aan het kwaliteitsmanagementsysteem".

Art. 8. Hoofdstuk II, afdeling 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 11, luidend als volgt :

« Art. 11bis. De aanvrager van een beperkte vergunning is niet verplicht de bewijsstukken bedoeld in artikel 9, 2°, en in artikel 11 over te leggen.

De "CWAPE" kan de aanvrager evenwel verplichten tot overlegging van andere bewijsstukken die gelijk staan met die bedoeld in deze artikelen indien ze zulks nodig acht aan het licht van zijn toestand. »

Art. 9. Hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 4, luidend als volgt :

« Afdeling 4. — Criteria betreffende de beheersautonomie

Art. 11ter. Minstens de helft van de leden van de bestuursorganen en, in voorkomend geval, van de directieorganen van de leverancier zijn onafhankelijk van de netbeheerders.

In de zin van het vorige lid wordt verstaan onder zelfstandige persoon elke persoon die :

a) geen al dan niet bezoldigde functie of activiteit uitoefent in dienst van een netbeheerder en dergelijke functie of activiteit niet uitgeoefend heeft in de loop van de twaalf maanden vóór zijn benoeming in dienst van de leverancier;

b) niet in aanmerking komt voor een materieel voordeel toegekend door een netbeheerder of een gebonden of angesloten bedrijf dat volgens de "CWAPE" zijn oordeel kan beïnvloeden. »

Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Bij ontvangst van de aanvraag gaat de "CWAPE" na of ze beschikt over alle stukken die ze nodig heeft om de aanvraag te behandelen.

Is dat wel het geval, dan stuurt zij binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst naar de aanvrager om te bevestigen dat de aanvraag volledig is en maakt ze er gelijktijdig een afschrift van over aan de Minister.

Indien ze vaststelt dat het aanvraagdossier onvolledig is, informeert ze de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Ze wijst op de ontbrekende stukken en legt een redelijke termijn vast waarbinnen betrokkene verzocht wordt zijn aanvraag aan te vullen, op straffe van verval.

Als de "CWAPE" de aanvraag volledig acht, stuurt ze een bericht van ontvangst van de aanvraag naar de aanvrager om te bevestigen dat de aanvraag volledig is en maakt ze er gelijktijdig een afschrift van over aan de Minister. »

Art. 11. In artikel 15, tweede en derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "bij aangetekend schrijven" vervangen door "bij gewone post".

Art. 12. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Binnen twee maanden na ontvangst van het bericht van ontvangst van de aanvraag waarbij bevestigd wordt dat de aanvraag volledig is, maakt de "CWaPE" de tekst van de aanvraag, de bijlagen en haar gemotiveerd advies over aan de Minister;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"De Minister beslist over de toekenning of weigering van de vergunning binnen drie maanden na de datum van het ontvangstbewijs waarbij bevestigd wordt dat de aanvraag volledig is, zoals bedoeld in artikel 14. »;

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Als de Minister niet beslist binnen drie maanden, te rekenen van de datum van het ontvangstbewijs waarbij bevestigd wordt dat de aanvraag volledig is, kan de aanvrager hem een aangetekende herinneringsbrief toesturen waardoor hij een bijkomende termijn van drie weken krijgt om te beslissen. Bij gebrek aan kennisgeving van de Minister binnen die termijn, wordt de aanvraag geacht goedgekeurd te zijn. »

Art. 13. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Elke vergunninghouder bezorgt de "CWaPE" jaarlijks vóór 31 mei bij gewone post een uitvoerig verslag waarin hij aangeeft hoe hij voldaan heeft aan de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet. De "CWaPE" kan voor dit verslag een model opmaken en opleggen. »

Art. 14. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in de Franse versie worden de woorden "d'une licence" tussen de woorden "titulaire" en "est" ingevoegd;

2° de woorden "bij aangetekend schrijven" worden vervangen door "bij gewone post".

Art. 15. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in de Franse versie worden de woorden "d'une licence" tussen de woorden "titulaire" en "doit" ingevoegd;

2° de woorden "bij aangetekend schrijven" worden vervangen door "bij gewone post".

Art. 16. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 19bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 19bis. De houders van een vergunning beperkt tot welbepaalde afnemers bezorgen de "CWaPE" jaarlijks vóór 31 januari de identiteit van de afnemers voor wie een vergunning wordt toegekend en vermelden hun banden met hen in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen. »

Art. 17. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 19ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 19ter. De houders van een vergunning beperkt tot een maximaal vermogen informeren de "CWaPE" schriftelijk zodra 90 % van de maximale vermogensdrempel waarvoor de vergunning werd toegekend, is bereikt. »

Art. 18. Artikel 21, § 2, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« alsook op de website van de "CWaPE". »

Art. 19. In artikel 23, § 1, wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« In de gevallen bedoeld in de artikelen 18 of 19 vraagt de vergunninghouder de "CWaPE" om het behoud of om de herziening van de vergunning. Bij gebreke daarvan is de in artikel 22 bedoelde intrekingsprocedure van toepassing. »

Art. 20. In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt een artikel 25bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 25bis. De overeenkomstig dit besluit verleende vergunning heeft een geldigheidsduur van tien jaar, waarna ze hernieuwd moet worden overeenkomstig de procedure bedoeld in hoofdstuk III van dit besluit. »

Art. 21. In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt een artikel 25ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 25ter. Elke leverancier wiens activiteiten worden stopgezet of die zijn activiteiten verklaart stop te zetten, verliest onmiddellijk en onherroepelijk zijn vergunning.

De "CWaPE" verwittigt de Minister en maakt het feit bekend op haar website zodra het haar wordt meegedeeld door de leverancier, een netbeheerder of een eindafnemer. »

Art. 22. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw hoofdstuk VIbis, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VIbis. — *Relaties met de netbeheerders*

Art. 29bis. De beheerders van plaatselijke transmissie- en distributienetten mogen de eindafnemers die beroep doen op een leverancier met een beperkte vergunning niet discriminerend behandelen t.o.v. de overige afnemers. »

Art. 23. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. Voor de leveranciers die houder zijn van een leveringsvergunning op de datum van bekendmaking van dit besluit begint de in artikel 25bis bedoelde termijn van tien jaar op dezelfde datum te lopen. »

Art. 24. Er wordt een artikel 31 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31bis : De artikelen 26 tot 29 worden opgeheven op 1 januari 2007. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de vergunning voor gaslevering*

Art. 25. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de vergunning voor gaslevering wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° "vergunning" : soortnaam die verwijst naar een algemene of een beperkte vergunning bedoeld in artikel 30 van bovenvermeld decreet en vereist voor elke leverancier van gas aan in aanmerking komende afnemers; »;

2° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« 3° "algemene vergunning" : onbeperkte vergunning vereist voor elke leverancier van gas aan in aanmerking komende afnemers;

4° "beperkte vergunning" : soortnaam die verwijst naar een vergunning beperkt tot een maximale hoeveelheid energie of een vergunning beperkt tot welbepaalde afnemers;

5° "vergunning beperkt tot een maximale hoeveelheid energie" : vergunning vereist voor elke gasleverancier van wie de op jaarbasis berekende som van de aan zijn afnemers geleverde jaarlijkse energiehoeveelheden kleiner is dan 25 GWh;

6° "vergunning beperkt tot welbepaalde afnemers" : vergunning vereist voor elke leverancier van gas aan welbepaalde eindafnemers, eventueel verspreid over het grondgebied van het Waalse Gewest, maar bij naam geïdentificeerd. Het maximumaantal eindafnemers wordt in dit geval tot tien beperkt. »

Art. 26. In artikel 5, 1°, van hetzelfde besluit wordt het einde van de zin gewijzigd als volgt : "die de betrouwbaarheid van de aanvrager aantast. »

Art. 27. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid van § 1 wordt aangevuld als volgt :

« of, bij gebreke daarvan, als gasvervoerder of elektriciteitsleverancier. »;

2° het tweede lid van § 1 wordt vervangen als volgt :

« Die stukken vermelden o.a. de jaarlijks geleverde hoeveelheid gas of, bij gebreke daarvan, de hoeveelheid elektriciteit, alsook de overeenkomsten gesloten met producenten of tussenpersonen. »;

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« De aanvrager voegt bij zijn aanvraag een lijst met de voornaamste activiteiten die hij drie jaar vóór de indiening van de aanvraag heeft uitgeoefend. »;

4° er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« De aanvrager van een beperkte vergunning moet alleen de in § 3 bedoelde activiteitenlijst overleggen als bewijs van zijn beroepservaring.

De "CWAPE" kan evenwel eisen dat de aanvrager het bewijs levert van de beroepservaring bedoeld in de paragrafen 1 en 2 indien ze zulks nodig acht aan het licht van zijn toestand. »

Art. 28. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Elke gasleverancier beschikt, zowel bij de indiening van de aanvraag als bij de verlening van de vergunning, over de technische en financiële middelen, alsook over voldoende kwaliteitsvolle organisatie voor het uitoefenen van de activiteiten waarop de vergunningsaanvraag betrekking heeft. »

Art. 29. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4° de middelen die ingezet worden om te voldoen aan de toepasselijke bepalingen van de technische reglementen, met name die betreffende de procedures inzake informatieuitwisseling tussen de marktactoren. »

Art. 30. In artikel 10 (Franse versie) van hetzelfde besluit worden de woorden "dernières années comptables" vervangen door de woorden "derniers exercices comptables".

Art. 31. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "voor de activiteiten betreffende de levering van elektriciteit" ingevoegd tussen de woorden "van een leveringsvergunning" en "aan het kwaliteitsmanagementsysteem".

Art. 32. Hoofdstuk II, afdeling 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 11, luidend als volgt :

« Art. 11bis. De aanvrager van een beperkte vergunning is niet verplicht de bewijsstukken bedoeld in artikel 9, 1°, in artikel 11 over te leggen.

De "CWAPE" kan de aanvrager evenwel verplichten tot overlegging van andere bewijsstukken die gelijk staan met die bedoeld in deze artikelen indien ze zulks nodig acht aan het licht van zijn toestand. »

Art. 33. In de titel van afdeling 4 van hoofdstuk II worden de bewoordingen "de juridische en" geschrapt.

Art. 34. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Bij ontvangst van de aanvraag gaat de "CWAPE" na of ze beschikt over alle stukken die ze nodig heeft om de aanvraag te behandelen.

Is dat wel het geval, dan stuurt zij binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst naar de aanvrager om te bevestigen dat de aanvraag volledig is en maakt ze er gelijktijdig een afschrift van over aan de Minister.

Indien ze vaststelt dat het aanvraagdossier onvolledig is, informeert ze de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Ze wijst op de ontbrekende stukken en legt een redelijke termijn vast waarbinnen betrokkene verzocht wordt zijn aanvraag aan te vullen, op straffe van verval.

Als de "CWAPE" de aanvraag volledig acht, stuurt ze een bericht van ontvangst van de aanvraag naar de aanvrager om te bevestigen dat ze volledig is en maakt ze er gelijktijdig een afschrift van over aan de Minister. »

Art. 35. In artikel 15, tweede en derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "bij aangetekend schrijven" vervangen door "bij gewone post".

Art. 36. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Binnen twee maanden na ontvangst van het bericht van ontvangst van de aanvraag waarbij bevestigd wordt dat ze volledig is, maakt de "CWaPE" de tekst van de aanvraag, de bijlagen en haar gemotiveerd advies over aan de Minister »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De Minister beslist over de toekenning of weigering van de vergunning binnen drie maanden, te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst waarbij bevestigd wordt dat de aanvraag volledig is, zoals bedoeld in artikel 14. »;

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Als de Minister niet beslist binnen drie maanden, te rekenen van de datum van het ontvangstbewijs waarbij bevestigd wordt dat de aanvraag volledig is, kan de aanvrager hem een aangetekende herinneringsbrief toesturen waarbij hij een bijkomende termijn van 3 weken krijgt om te beslissen. Bij gebrek aan kennisgeving van de Minister binnen die termijn, wordt de aanvraag geacht te zijn goedgekeurd. »

Art. 37. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Elke vergunninghouder bezorgt de "CWaPE" jaarlijks vóór 31 mei bij gewone post een uitvoerig verslag waarin hij aangeeft hoe hij voldaan heeft aan de criteria en verplichtingen bepaald bij of krachtens het decreet. De "CWaPE" kan voor dit verslag een model opmaken en opleggen. »

Art. 38. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in de Franse versie worden de woorden "d'une licence" tussen de woorden "titulaire" en "est" ingevoegd;

2° de woorden "bij aangetekend schrijven" worden vervangen door "bij gewone post".

Art. 39. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in de Franse versie worden de woorden "d'une licence" tussen de woorden "titulaire" en "doit" ingevoegd;

2° de woorden "bij aangetekend schrijven" worden vervangen door "bij gewone post".

Art. 40. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 19bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 19bis. De houders van een vergunning beperkt tot welbepaalde afnemers bezorgen de "CWaPE" jaarlijks vóór 31 januari de identiteit van de afnemers voor wie een vergunning wordt toegekend en vermelden hun banden met hen in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen. »

Art. 41. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 19ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 19ter. De houders van een vergunning beperkt tot een maximaal vermogen informeren de "CWaPE" schriftelijk zodra 90 % van de maximale vermogensdrempel is bereikt waarvoor de vergunning werd toegekend. »

Art. 42. Artikel 21, § 2, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« alsook op de website van de "CWaPE". »

Art. 43. In artikel 23, § 1, wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« In de gevallen bedoeld in de artikelen 18 of 19 vraagt de vergunninghouder de "CWaPE" om het behoud of om de herziening van de vergunning. Bij gebreke daarvan is de in artikel 22 bedoelde intrekingsprocedure van toepassing. »

Art. 44. In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt een artikel 25bis toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 25bis. De overeenkomstig dit besluit verleende vergunning heeft een geldigheidsduur van tien jaar, waarna ze hernieuwd moet worden overeenkomstig de procedure bedoeld in hoofdstuk III van dit besluit. »

Art. 45. In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt een artikel 25ter toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 25ter. Elke leverancier wiens activiteiten worden stopgezet of die zijn activiteiten verklaart stop te zetten, verliest onmiddellijk en onherroepelijk zijn vergunning.

De "CWaPE" verwittigt de Minister en maakt het feit bekend op haar website zodra het haar wordt meegedeeld door de leverancier, een netbeheerder of een eindafnemer. »

Art. 46. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw hoofdstuk VIbis, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VIbis. — *Relaties met de netbeheerders*

Art. 28bis. De netbeheerders mogen de eindafnemers die beroep doen op een leverancier met een beperkte vergunning niet discriminerend behandelen t.o.v. de overige afnemers. »

Art. 47. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. Voor de leveranciers die houder zijn van een leveringsvergunning op de datum van bekendmaking van dit besluit begint de termijn van tien jaar bedoeld in artikel 25bis op dezelfde datum te lopen. »

Art. 48. Er wordt een artikel 30bis toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30bis. De artikelen 26 tot 28 worden opgeheven op 1 januari 2007. »

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 49. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE